

La cohérence des politiques en faveur du développement

L'importance de l'aide publique au développement dans l'ensemble des sources de financement extérieures des pays en développement a fortement diminué au cours des vingt dernières années. D'autres flux comme les investissements directs, les transferts financiers des migrants et les prêts ont connu une formidable expansion et sont souvent beaucoup plus déterminants aujourd'hui que les volumes d'aide dans un grand nombre de pays en développement.

En même temps, il apparaît de plus en plus clairement que les possibilités de développement des économies du Sud sont souvent plus fortement influencées par des paramètres de nature financière ou économique que par les efforts modestes des diverses agences d'aide. Le commerce, les investissements, les migrations, la régulation des marchés agricoles et les taux d'intérêt internationaux sont autant de facteurs d'une importance capitale pour les perspectives de développement des pays en développement.

Dans ce contexte, les dimensions internationales constituent à la fois des opportunités et des menaces. Il importe pour les pays en développement de maximiser l'impact positif qui peut découler de l'interdépendance au niveau international.

D'autre part, certaines mesures prises au niveau des centres décisionnels internationaux, dans chacun des domaines politiques susmentionnés, peuvent également être des freins. D'où l'attention de plus en plus mobilisée en faveur de la 'cohérence des politiques en faveur du développement'. Il y a par exemple peu d'intérêt à soutenir des projets d'élevage destinés, dans le cadre de la promotion du développement durable dans des pays africains, à aider des paysans à mener une existence autonome grâce à la production de bétail laitier si l'on permet dans le même temps que ces marchés embryonnaires soient confrontés à la concurrence des excédents laitiers subsidiés des pays occidentaux. Le problème est que les décisions prises en matière d'aide sont souvent totalement indépendantes des décisions concernant les exportations agricoles et d'autres domaines stratégiques, de sorte que ces contradictions n'apparaissent sur le terrain que quand il est trop tard. La cohérence des politiques pour le développement entend identifier et analyser ces contradictions, dans le but premier de les éviter à l'avenir.

Il y a une grande unanimité sur la nécessité d'une meilleure cohérence des politiques pour le développement, celle-ci se retrouvant aussi dans de nombreux documents de politique et plans stratégiques. L'Union européenne s'est engagée à agir pour une plus grande cohérence de ses politiques dans les domaines agricole, commercial et financier, climatique, migratoire et sécuritaire en faveur des objectifs du développement. Cet engagement en faveur de la cohérence des politiques au service du développement est reflété dans le Traité de Lisbonne (art. 208).

Pourtant, des signaux inquiétants indiquent qu'en l'occurrence, par des mesures politiques prises dans des domaines bien précis, ce sont surtout les pays les plus riches qui exercent une influence négative sur des secteurs pour lesquels ces mêmes pays riches fournissent une 'assistance' via d'autres canaux. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place des cadres institutionnels pour assurer la cohérence des politiques d'un pays avec les objectifs de développement. L'OCDE souligne à ce titre trois piliers : l'engagement politique, la coordination des politiques et l'analyse et le suivi de toutes les politiques ayant un impact sur le développement. Cela passe aussi par mieux évaluer l'impact que les politiques intérieures peuvent avoir sur les efforts déployés en faveur du développement.